

Art. 8. De bewijsdocumenten, in het archief van het Intersyndicaal Fonds opgenomen, kunnen ter plaatse op gelijk welk ogenblik ingekeken worden :

- door een ambtenaar van de dienst voor de Bijzondere Sociale Hulpverlening die door de bevoegde Minister daartoe gemachtigd is,
- door de Inspectie van Financiën,
- door het Hoog Comité voor Toezicht.

Brussel, 21 december 1992.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. DE GALAN

De Minister-Voorzitter, belast met de begroting,
B. ANSELME

F. 93 — 954

[S — 29101]

**31 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
fixant les modalités de subventionnement, pour 1992,
des centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le décret du 26 juin 1992 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, notamment l'article 41.01, la section 55, du titre I;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, paragraphe 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de liquider sans délai pour 1992 les subventions aux centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières;

Sur la proposition du Ministre ayant la santé dans ses attributions et vu la délibération de l'Exécutif en date du 31 décembre 1992,

Arrête :

Article 1er. L'O.N.E. intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais de fonctionnement des centres d'accueil pour enfants, agréés par lui :

1 660,- FB pour les enfants de 0 à 2 ans (jour anniversaire);

1 550,- FB pour les enfants de plus de 2 ans à 7 ans (jour anniversaire);

1 140,- FB pour les enfants de plus de 7 ans à 12 ans (jour anniversaire), pour autant qu'ils accompagnent un frère et/ou une sœur de moins de 7 ans).

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 2. Le taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé, par jour et par bénéficiaire à :

1 660,- FB pour les enfants de 0 à 2 ans (jour anniversaire);

1 550,- FB pour les enfants de plus de 2 ans à 7 ans (jour anniversaire).

Ces taux ne sont toutefois accordés que dans la mesure où aucune autre subvention n'est versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 3. Les taux d'intervention de l'O.N.E. dans les frais d'entretien des mères et enfants, hébergés dans les maisons maternelles sont fixés respectivement à 1 215,- FB et à 910,- FB par jour, à condition qu'aucune autre subvention ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir public ou un organisme public.

Art. 4. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public effectue un placement dans un centre d'accueil, dans une pouponnière ou dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 1, 2 et 3.

En outre, pour les centres d'accueil agréés et les pouponnières, il couvrira la participation financière des parents fixée forfaitairement à 425,- FB par jour et par enfant.

Art. 5. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter les taux visés aux articles 1, 2 et 3, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et lesdits taux, excepté pour les placements effectués à l'initiative de l'administration d'Aide à la Jeunesse.

Art. 6. L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer des avances sur subsides aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières selon des modalités fixées par son Bureau.

Art. 7. Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de l'O.N.E.

Art. 8. Les centres d'accueil pour les enfants visés à l'article 1 ainsi que les pouponnières visées à l'article 2 sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui ont légalement la charge des enfants, une participation financière par jour de placement calculée selon la grille reprise ci-dessous :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	participation journalière		Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	participation journalière	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20.999	60	60			
21.000 - 21.999	114	80	51.000 - 51.999	354	248
22.000 - 22.999	134	94	52.000 - 52.999	361	253
23.000 - 23.999	154	108	53.000 - 53.999	368	257
24.000 - 24.999	169	118	54.000 - 54.999	375	263
25.000 - 25.999	175	123	55.000 - 55.999	381	267
26.000 - 26.999	183	128	56.000 - 56.999	389	272
27.000 - 27.999	189	132	57.000 - 57.999	395	277
28.000 - 28.999	196	137	58.000 - 58.999	403	282
29.000 - 29.999	203	142	59.000 - 59.999	409	286
30.000 - 30.999	210	147	60.000 - 60.999	416	291
31.000 - 31.999	216	151	61.000 - 61.999	423	296
32.000 - 32.999	224	157	62.000 - 62.999	430	301
33.000 - 33.999	230	161	63.000 - 63.999	436	305
34.000 - 34.999	238	166	64.000 - 64.999	444	311
35.000 - 35.999	244	171	65.000 - 65.999	450	315
36.000 - 36.999	251	176	66.000 - 66.999	458	320
37.000 - 37.999	258	180	67.000 - 67.999	464	325
38.000 - 38.999	265	186	68.000 - 68.999	471	330
39.000 - 39.999	271	190	69.000 - 69.999	478	334
40.000 - 40.999	279	195	70.000 - 70.999	485	340
41.000 - 41.999	285	200	71.000 - 71.999	491	344
42.000 - 42.999	293	205	72.000 - 72.999	499	349
43.000 - 43.999	299	209	73.000 - 73.999	505	354
44.000 - 44.999	306	214	74.000 - 74.999	513	359
45.000 - 45.999	313	219	75.000 - 75.999	519	363
46.000 - 46.999	320	224	76.000 - 76.999	526	368
47.000 - 47.999	326	228	77.000 - 77.999	533	373
48.000 - 48.999	334	234	78.000 - 78.999	541	379
49.000 - 49.999	340	238	79.000 - 79.999	548	383
50.000 - 50.999	348	243	80.000 et plus	555	389

Le montant de la participation financière ne peut en aucun cas être inférieur à 60,- FB par jour (minimum absolu).

Le montant de la participation est fixée à 555,- FB par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus. Le calcul de la participation financière des parents se fait conformément aux dispositions de l'annexe 1, 2 et 3 au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1992, sauf l'article 8 qui entrera en vigueur à la date de publication du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre ayant la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Mme M. DE GALAN
Le Ministre-Président chargé du Budget,
B. ANSELME

Annexe 1

1. Le calcul de la participation financière des parents pour un placement d'enfant dans les centres d'accueil et pouponnières est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des parents est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés, et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des parents calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable.

a) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation financière sont ceux du mois précédant l'entrée dans le milieu d'accueil.

Il y a lieu pour les parents inscrits sous les régimes ouvrier, employé, services publics et assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les parents soumis à un autre régime peuvent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, accompagné d'une déclaration sur l'honneur.

b) Par "revenus à justifier", il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et maladies professionnelles-allocations de chômage-allocations aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent pas être déduits.

c) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil de crise est déterminante pour adapter la participation financière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise. Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

d) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 3, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. Lorsque deux enfants d'une même famille sont placés simultanément dans des milieux d'accueil de crise agréés et subventionnés par l'O.N.E., la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normale. La même réduction à 70 % sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation financière ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 60 F (minimum absolu).

3. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

4. En ce qui concerne les revenus des travailleurs frontaliers, domiciliés en Belgique, justifiés dans une monnaie étrangère, l'O.N.E. établit une note explicative à l'usage des pouvoirs organisateurs concernés.

Annexe 2

DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE OU DU PARENT ISOLE

Personne assumant la charge financière de l'enfant signant la présente déclaration :	Dénomination et adresse du centre d'accueil ou de la pouponnière :
Nom et prénom : .....	.....
Adresse : .....	.....
.....
Relation parentale : .....	.....
Enfant inscrit : .....	.....
Nom et prénom : .....	.....
Adresse.....	.....
.....
Date de naissance : .....	.....
Composition de la famille : .....	.....
.....
Nombre d'enfants de la famille placés en milieu d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances : .....	.....
.....
Date d'inscription : .....	.....
Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants ou d'une déclaration sur l'honneur établie de commun accord avec le travailleur social de l'établissement :	

MODELE A

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1992 le barème de la participation financière des parents dans les frais de séjours des enfants hébergés dans les centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières agréés et subventionnés par l'O.N.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date :
Signature :

MODELE B

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :

1° F mois de

2° F mois de

..... F

J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs

Date :
Signature :

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Mme M. DE GALAN

Annexe 3

ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINEE A

(désignation du milieu d'accueil)

Je soussigné(e)
 agissant au nom de (dénomination et adresse de l'employeur)

certifie que M.
 domicilié(e) à

est à mon service en qualité de

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la Cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer/résidence
 - les autres avantages soumis à déclaration à l'O.N.S.S.
- pour le mois de s'élève à

A déduire :

— Cotisation O.N.S.S.	:	.....	F
Caisse veuves et orphelins	:	.....	F
Caisse de répartition des Pensions Communales	:	.....	F
Précompte professionnel	:	.....	F
<u>REMUNERATION NETTE</u>	:	.....	F

— Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S., à préciser :

Allocations de pause carrière :	.....	F
Autres	.....	F

Temps de service presté :

Fait à
 Cachet de l'employeur

le
 Signature

Par l'Exécutif de la Communauté française :
 Le Ministre des Affaires Sociales et de la Santé
 Mme M. DE GALAN

VERTALING

N. 93 — 954

[S — 29101]

31 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van toelagen voor 1992 aan de opvangcentra, moedertehuizen en kinderdag- en nachtverblijven

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de "Office de la Naissance et de l'Enfance";

Gelet op het decreet van 26 juni 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, inzonderheid op artikel 41.01, sectie 55, van titel I;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Overwegende de bijzondere dringende noodzakelijkheid de toelagen voor 1992 zonder verwijl uit te keren aan de opvangcentra, moedertehuizen en kinderdag- en nachtverblijven;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 31 december 1992 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De "O.N.E." komt, ten belope van de hierna bepaalde bedragen, per dag en per kind, tegemoet in de werkingskosten van de door hem erkende kinderopvangcentra :

1 660 F voor de kinderen van 0 tot 2 jaar (verjaardag);

1 550 F voor de kinderen van meer dan 2 jaar tot 7 jaar (verjaardag);

1 140 F voor de kinderen van meer dan 7 jaar tot 12 jaar (verjaardag), voor zover ze een broer en/of een zus vergezellen die jonger is dan 7 jaar).

Deze bedragen worden echter alleen maar verleend voor zover geen andere toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

Art. 2. Het bedrag van de tegemoetkoming van de "O.N.E." in de kosten voor de huisvesting van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven, wordt per dag en per begunstigde vastgesteld op :

1 660 F voor de kinderen van 0 tot 2 jaar (verjaardag);

1 150 F voor de kinderen van meer dan 2 jaar tot 7 jaar (verjaardag).

Deze bedragen worden echter alleen maar verleend voor zover geen andere toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

Art. 3. De bedragen van de tegemoetkoming van de "O.N.E." in de onderhoudskosten voor de moeders en kinderen gehuisvest in moedertehuizen, worden op respectievelijk 1 215 F en 910 F per dag vastgesteld, op voorwaarde dat geen andere toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde wordt gestort door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

Art. 4. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling een plaatsing in een opvangcentrum, een kinderdag- en nachtverblijf of een moedertehuis verricht, komt het of komt ze tegemoet ten belope van de dagelijkse bedragen vastgesteld in de artikelen 1, 2 en 3. Voor de erkende opvangcentra en de kinderdag- en nachtverblijven, dekt het of dekt ze bovendien de financiële bijdrage van de ouders, forfaitair vastgesteld op 425 F per dag en per kind.

Art. 5. Wanneer een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid verkeert de in de artikelen 1, 2 en 3 bedoelde bedragen uit te betalen, kan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" binnen de perken van zijn kredieten, het verschil dragen tussen de tegemoetkoming van die instelling en de voornoemde bedragen, behalve voor de plaatsingen die op initiatief van het Bestuur voor hulpverlening aan de jeugd worden verricht.

Art. 6. De "Office de la Naissance et de l'Enfance" kan aan de inrichtende machten van opvangcentra, moedertehuizen en kinderdag- en nachtverblijven, voorschotten op toelagen toekennen volgens nadere regels bepaald door zijn Bureau.

Art. 7. De in de vorige artikelen bepaalde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de hertoe op de begroting van de "O.N.E." uitgetrokken kredieten.

Art. 8. De in artikel 1 bedoelde kinderopvangcentra alsook de in artikel 2 bedoelde kinderdag- en nachtverblijven, zijn ertoe gehouden van de ouders of van de personen die de kinderen wettelijk ten laste

hebben, een financiële bijdrage te eisen die voor elke plaatsingsdag wordt berekend volgens de hieronder vermelde tabel :

Gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gehuwde of samenwonende gezin (of alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage		Gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gehuwde of samenwonende gezin (of alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage	
	100 %	70 %		100 %	70 %
- 20.999	60	60			
21.000 - 21.999	114	80	51.000 - 51.999	354	248
22.000 - 22.999	134	94	52.000 - 52.999	361	253
23.000 - 23.999	154	108	53.000 - 53.999	368	257
24.000 - 24.999	169	118	54.000 - 54.999	375	263
25.000 - 25.999	175	123	55.000 - 55.999	381	267
26.000 - 26.999	183	128	56.000 - 56.999	389	272
27.000 - 27.999	189	132	57.000 - 57.999	395	277
28.000 - 28.999	196	137	58.000 - 58.899	403	282
29.000 - 29.999	203	142	59.000 - 58.999	409	286
30.000 - 30.999	210	147	60.000 - 60.999	416	291
31.000 - 31.999	216	151	61.000 - 61.999	423	296
32.000 - 32.999	224	157	62.000 - 62.999	430	301
33.000 - 33.999	230	161	63.000 - 63.899	436	305
34.000 - 34.999	238	166	64.000 - 64.999	444	311
35.000 - 35.999	244	171	65.000 - 65.999	450	315
36.000 - 36.999	251	176	66.000 - 66.999	458	320
37.000 - 37.999	258	180	67.000 - 67.999	464	325
38.000 - 38.999	265	186	68.000 - 68.999	471	330
39.000 - 39.999	271	190	69.000 - 69.999	478	334
40.000 - 40.999	279	195	70.000 - 70.999	485	340
41.000 - 41.999	285	200	71.000 - 71.999	491	344
42.000 - 42.999	293	205	72.000 - 72.999	499	349
43.000 - 43.999	299	209	73.000 - 73.999	505	354
44.000 - 44.999	306	214	74.000 - 74.999	513	359
45.000 - 45.999	313	219	75.000 - 75.999	519	363
46.000 - 46.999	320	224	76.000 - 76.999	526	368
47.000 - 47.999	326	228	77.000 - 77.999	533	373
48.000 - 48.999	334	234	78.000 - 78.999	541	379
49.000 - 49.999	340	238	79.000 - 79.999	548	383
50.000 - 50.999	348	243	80.000 en meer	555	389

Het bedrag van de financiële bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 60 F per dag (absoluut minimum).

Het bedrag van de bijdrage wordt op 555F. per dag vastgesteld voor de ouders die het bewijs van hun inkomsten niet leveren. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders geschiedt overeenkomstig de bepalingen van bijlage 1, 2 en 3 van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992, met uitzondering van artikel 8, dat uitwerking heeft op de datum van bekendmaking van dit besluit.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

Mevr. M. DE GALAN

De Minister-Voorzitter belast met de Begroting,

B. ANSELME

Bijlage 1

1. De berekening van de financiële bijdrage van de ouders voor de plaatsing van kinderen in opvangcentra en kinderdag- en nachtverblijven, geschiedt op grond van de gecumuleerde netto maandelijkse inkomsten van het gezin.

Wanneer een van de ouders onder het stelsel van arbeider, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde staat, en de andere onder een ander stelsel staat, is het netto maandelijks inkomen van het gezin gelijk aan de opstelling van de netto maandelijkse inkomens van de ouders, elk berekend volgens het stelsel dat op hem toepasselijk is.

a) De gecumuleerde netto maandelijkse inkomens van het gezin die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de financiële bijdrage, zijn die van de maand die voorafgaat aan de aankomst in de opvangplaats.

De ouders die onder de stelsels van arbeider, bediende, overheidsdiensten en daarmee gelijkgestelde staan, moeten door hun werkgever het document vermeld in bijlage 3 doen invullen. De ouders die onder een ander stelsel staan kunnen het recentste aanslagbiljet betreffende de personenbelasting overleggen gestaafd door een verklaring op erewoord.

b) Onder "te bewijzen inkomsten" dient te worden verstaan: alle inkomsten van het gehuwde of samenwonende gezin of van de alleenstaande ouder, inzonderheid :

- beroepsinkomsten;
- sociale prestaties (ziekte - invaliditeit - pensioenen - toelagen voor arbeidsongevallen en beroepsziekten - werkloosheidsuitkeringen - toelagen voor gehandicapten);
- militietoelagen;
- studiebeurs;
- gewaarborgd inkomen - bestaansminimum - financiële steun O.C.M.W.

De uitkeringen tot onderhoud worden toegevoegd aan de referentieinkomsten, indien ze worden ontvangen.

Ze worden afgetrokken, indien ze worden gestort.

De persoonlijke terugbetalingen mogen niet worden afgetrokken.

c) Het sociaal onderzoek gedaan door de maatschappelijke werker aangewezen voor de crisisopvangplaats, bepaalt de aanpassing van de financiële bijdrage, in het geval van de bijzondere financiële toestand van een gezin, tijdens een bepaalde periode.

Elke afwijking van deze schaal moet echter schriftelijk worden verantwoord.

d) De in bijlage 3 bepaalde aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaande ouder, gestaafd door het bewijs van de inkomsten, moet worden bewaard tot het einde van het lopende jaar.

2. Wanneer twee kinderen van een zelfde gezin gelijktijdig in door de "O.N.E." erkende en betoelaagde crisisopvangplaatsen worden geplaatst, wordt de voor elk kind verschuldigde financiële bijdrage verminderd tot 70 % van de normale bijdrage.

Dezelfde vermindering tot 70 % wordt toegekend voor elk kind dat tot een gezin met drie kinderen ten laste of meer behoort.

De financiële bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 60F (absoluut minimum).

3. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uitmaken van een vervroegde betaling of van een provisie.

4. Wat de inkomsten van de in België wonende grensarbeiders betreft, in een vreemde valuta uitgedrukt, maakt de "O.N.E." een verklarende nota op ten behoeve van de leiding van de betrokken inrichtende machten.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

Bijlage 2

AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN OF VAN DE ALLEENSTAANDE OUDER

Persoon die de financiële last van het kind heeft,
en die deze aangifte ondertekent :

Naam en voornaam :

Adres :

Gezinsverhouding :

Ingeschreven kind :

Naam en voornaam :

Adres :

Geboortedatum :

Samenstelling van het gezin :

Aantal kinderen van het gezin, geplaatst in
betoelaagde opvangplaatsen, en die dezelfde
bijdrage moeten betalen :

Inschrijvingsdatum :

Naam en adres van het opvangcentrum of van het
kinderdag- en nachtverblijf :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Voorbehouden voor het opvangcentrum of het
kinderdag- en nachtverblijf

.....

Deze aangifte wordt aangevuld door een van de volgende modellen of door een verklaring op erewoord
opgesteld in overeenstemming met de maatschappelijke werker van de instelling :

MODEL A

Ik ondergetekende verklaar kennis te hebben
genomen van het besluit tot vaststelling, voor het
jaar 1992, van de schaal van de financiële bijdrage
van de ouders in de kosten voor het verblijf van de
kinderen in de door de "O.N.E." erkende en
betoelaagde opvangcentra, moedertehuizen en
kinderdag- en nachtverblijven.

Ik lever geen bewijs van inkomsten en verbind me
ertoe het bedrag van de in dit besluit vermelde
hoogste financiële bijdrage te betalen.

Datum :

Ondertekening :

MODEL B

Ik ondergetekende verklaar dat de netto maan-
delijkse inkomsten van mijn gezin onderverdeeld
zijn als volgt :

1° F maand

2° F maand

..... F

Ik staaf deze verklaring met attesten die door de
werkgevers worden ingevuld.

Datum :

Ondertekening :

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
Mevr. M. DE GALAN

Bijlage 3

ATTEST DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN EN BESTEMD VOOR

..... (naam van de opvangplaats)

 Ik ondergetekende
 handelend in de naam van (naam en adres van de werkgever)

 verklaar dat de heer/Mevr.
 wonend te
 in mijn dienst is als

Zijn/haar maandelijkse brutobezoldiging, buiten de kinderbijslag en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar met inbegrip van :
 — de haardtoelage/standplaatstoelage;
 — de andere voordelen onderworpen aan de R.S.Z.-aangifte,
 voor de maand bedraagt

Af te trekken :

— R.S.Z.-bijdrage	:	.....	F
Weduwen- en wezenkas	:	.....	F
Kas voor verdeling der gemcentpensioenen	:	.....	F
Bedrijfsvoorheffing	:	.....	F
<u>NETTOBEZOLDIGING</u>	:	.....	F

— Andere maandelijkse voordelen, niet onderworpen aan R.S.Z., te bepalen :
 Loopbaanonderbrekingstoelage : F
 Andere F

 Gepresteerde dienstdtijd :

Opgemaakt te
 Stempel van de werkgever

op
 Handtekening

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
 De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,
 Mevr. M. DE GALAN